Communiqué de presse

Salle comble pour la conférence « Risques industriels et nucléaires, nos peurs sont-elles justifiées ? »

Mardi 7 novembre 2006, 80 personnes étaient rassemblées pour assister à la conférence publique, organisée conjointement par les associations **SEIVA** (Structure d'Echange et d'Information sur Valduc) et **ACERIB** (Agence de Communication et d'Echange sur les Risques Industriels de Bourgogne).

La soirée a débuté par une présentation du baromètre des risques[1], de Marie-Hélène EL JAMMAL, chercheur à l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) qui, depuis 1991 assure le suivi de l'opinion de la population sur les risques en France. Deux grandes questions ont été abordées lors de la conférence :

Comment les Français perçoivent-ils les risques ?
Quelles sont leurs positions vis à vis du nucléaire ?

« Comme tous les ans, les Français placent les problèmes sociaux en tête de leurs préoccupations : le chômage, la misère et l'exclusion, l'insécurité. Immédiatement après, leur inquiétude se porte sur la dégradation de l'environnement loin devant le risque nucléaire, chimique ou alimentaire.
Globalement, le baromètre montre que les activités industrielles souffrent avant tout d'un déficit de crédibilité ; leur risque est jugé faible et la confiance aux autorités obtient des scores souvent supérieurs à la moyenne. A l'opposé, les risques individuels (tabagisme, alcool, SIDA,..) représentent un danger élevé, bénéficient d'une information crédible mais voient leur score de confiance diminué. »
Puis elle aborde la question du nucléaire : « l'activité est perçue avec un fort potentiel catastrophique. L'accident de Tchernobyl resté gravé dans toutes les mémoires et reste l'argument antinucléaire le plus fort».
Enfin, il est intéressant de préciser qu'environ 21% des Français accepteraient de vivre près d'une centrale nucléaire contre seulement 7% près d'une installation chimique importante.

Dans un deuxième temps, le directeur de la DRIRE (direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement), Christophe QUINTIN, a présenté un panorama des risques industriels en Bourgogne, les actions de son service vis à vis des diverses entreprises et les obligations de celles-ci afin de réduire les risques à la source.
Dès 2007, la DRIRE va diversifier ses modalités d'inspection en se rapprochant de celles mises en œuvre dans le nucléaire. Ainsi, des inspections inopinées, hors heures ouvrables, avec mise en œuvre du plan d'organisation interne seront réalisées.
Le directeur a clos la conférence en insistant sur le devoir et le droit à l'information : « la population éclairée doit être un acteur de la sécurité ». Dans ce cadre, le rôle des associations comme la SEIVA ou l'ACERIB est primordial.

[1] L'ensemble des résultats du baromètre IRSN sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : *http://www.irsn.org* – rubrique : Dossiers puis perception des risques et de la sécurité.